Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 19 janvier 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Indice des prix à la consommation,** décembre 2004 2
  La hausse sur 12 mois de l'IPC est passée de 2,4 % en novembre à 2,1 % en décembre, principalement sous l'influence des prix de l'essence.

- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières,** novembre 2004 7
  Les achats de titres canadiens ont atteint 7,2 milliards de dollars en novembre. En effet, les investissements dans les obligations canadiennes ont atteint leur niveau le plus élevé depuis mars 2003. Par ailleurs, les investisseurs canadiens ont nettement augmenté leurs avoirs de titres étrangers puisqu'ils en ont acquis pour une valeur de 4,2 milliards de dollars, soit leur investissement le plus important en deux ans.

Autres communiqués

Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires : pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint, 2003-2004 10

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, décembre 2004 11

Compte de la valeur ajoutée agricole, 2001, 2002 et 2003 11

Bilan du secteur agricole au 31 décembre, 2001, 2002 et 2003 11

Mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles, 2001, 2002 et 2003 12

Nouveaux produits

13

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Communiqués principaux

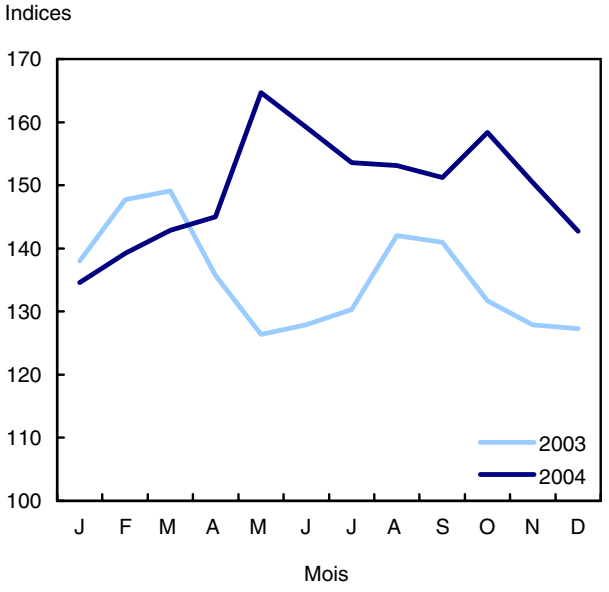
Indice des prix à la consommation

Décembre 2004

En décembre 2004, les consommateurs ont payé 2,1 % de plus qu'en décembre 2003 pour les biens et les services compris dans le panier de l'Indice des prix à la consommation (IPC). Cette hausse faisait suite à une augmentation de 2,4 % enregistrée en novembre.

Les prix de l'essence étaient la principale raison du ralentissement dans la hausse de l'indice d'ensemble de novembre à décembre. L'augmentation sur 12 mois de l'indice d'ensemble sans l'énergie est demeurée stable, s'étant établie à 1,6 % en décembre.

Essence (1992=100)

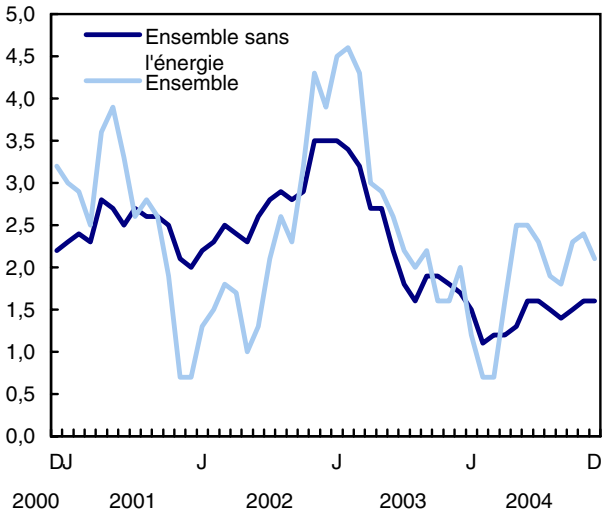


L'indice des prix de l'essence est en baisse depuis octobre 2004, étant passé de 158,4 à 142,7. Puisque l'an dernier l'indice était demeuré plutôt stable entre octobre et décembre 2003, l'écart entre ses niveaux de 2003 et de 2004 s'est amoindri, faisant passer la hausse sur 12 mois de 20,3 % en octobre à 12,1 % en décembre.

L'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 1,7 % entre décembre 2003 et décembre 2004, soit légèrement plus qu'en novembre 2004 alors que la hausse sur 12 mois était de 1,6 %.

De novembre à décembre, l'indice d'ensemble a diminué de 0,2 %, après avoir augmenté de 0,4 % en novembre. La plus grande partie de ce revirement est attribuable à la majoration des prix d'achat et de location à bail des véhicules automobiles qui était beaucoup moins importante en décembre (+0,9 %) qu'en novembre (+6,4 %).

Taux de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente



Sur une base mensuelle, l'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a diminué de 0,1 %, alors qu'il avait augmenté de 0,5 % en novembre.

Les prix de l'essence ont été de nouveau le plus important facteur de la hausse sur 12 mois de l'IPC

En décembre, l'IPC a enregistré une hausse de 2,1 % comparativement à un an auparavant. Les principaux facteurs de cette augmentation étaient les prix de l'essence, le coût de remplacement par le propriétaire, les prix des repas achetés au restaurant, ainsi que l'achat et la location à bail de véhicules automobiles.

Ces augmentations de prix ont toutefois été atténuées par les prix plus faibles du matériel et des fournitures informatiques, du gaz naturel, des primes

d'assurance de véhicules automobiles et des vêtements pour femmes et pour hommes.

En moyenne, les prix de l'essence en décembre 2004 étaient supérieurs de 12,1 % à ceux de décembre 2003. La hausse a été de 17,7 % entre novembre 2003 et novembre 2004. Les résidents du Manitoba ont connu la plus importante augmentation (+25,5 %), suivis de près par ceux de l'Alberta (+23,8 %) et ceux de l'Île-du-Prince-Édouard (+22,6 %). Les plus faibles hausses ont été observées en Ontario (+9,0 %) et au Québec (+9,3 %).

Le coût de remplacement par le propriétaire, qui représente la portion usée de la structure des logements et qui est estimé à partir des prix des maisons neuves (excluant le terrain), a monté de 6,1 % par rapport à décembre 2003. Les coûts des matériaux de construction, du transport de ces matériaux et la demande de main-d'oeuvre dans le secteur de la construction sont des facteurs qui ont fait augmenter les prix.

Les consommateurs ont payé 2,8 % de plus pour les repas achetés au restaurant en décembre 2004 qu'en décembre 2003.

L'indice de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles a avancé de 1,8 % par rapport à décembre 2003 dû à des incitations financières moins importantes de la part de certains fabricants.

Parmi les facteurs ayant contribué à atténuer l'augmentation sur 12 mois de l'indice d'ensemble, on compte l'indice du matériel et des fournitures informatiques qui a chuté de 18,8 % depuis décembre 2003.

Les prix du gaz naturel ont fléchi de 5,7 % entre décembre 2003 et décembre 2004. Cette baisse est presque entièrement attribuable à une baisse de 15,0 % des prix en Ontario.

Le repli de 1,7 % des primes d'assurance de véhicules automobiles a aussi contribué à affaiblir la hausse sur 12 mois de l'indice d'ensemble. Cela faisait suite aux changements législatifs qui ont eu lieu dans les provinces de l'Atlantique, en Ontario et en Alberta.

L'indice des vêtements pour femmes a diminué de 3,1 %, et celui des vêtements pour hommes de 2,4 % comparativement à décembre 2003. Les prix des vêtements pour hommes ont fléchi dans toutes les provinces, sauf en Saskatchewan. Les baisses de prix des vêtements pour femmes étaient toutefois moins généralisées.

Ralentissement significatif de l'IPC moyen annuel en 2004

Pour l'ensemble de 2004, les consommateurs ont payé en moyenne 1,9 % de plus pour les biens et les services compris dans le panier de l'IPC qu'en 2003. Cela représente une augmentation inférieure à la hausse annuelle moyenne de 2,8 % mesurée en 2003.

Les principaux facteurs de ce ralentissement sont les primes d'assurance de véhicules automobiles (+1,5 % en 2004 comparativement à +22,1 % en 2003), le gaz naturel (-2,1 % en 2004 comparativement à +30,1 % en 2003), les cigarettes (+7,4 % en 2004 comparativement à +16,2 % en 2003), le matériel et les fournitures informatiques (-16,7 % en 2004 comparativement à -10,0 % en 2003) et l'achat et la location à bail de véhicules automobiles (-1,4 % en 2004 comparativement à -0,7 % en 2003).

L'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a connu la plus faible augmentation de sa moyenne annuelle depuis 2001 avec une majoration de 1,5 % en 2004. On a pu observer des hausses de 2,2 % en 2003, de 2,4 % en 2002 et de 2,0 % en 2001.

On obtient un indice moyen annuel en calculant la moyenne des niveaux de l'indice pour les 12 mois de l'année civile. La variation de l'indice moyen annuel ne doit pas être confondue avec la variation sur 12 mois qui compare le niveau de l'indice pour un mois en particulier à son niveau pour le même mois de l'année précédente.

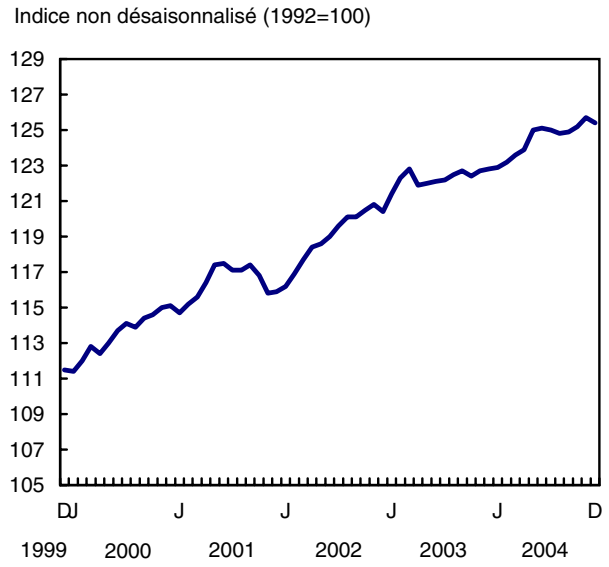
Les prix de l'essence ont poussé l'IPC à la baisse de novembre à décembre

De novembre à décembre, l'IPC a diminué de 0,2 %, son niveau étant passé de 125,7 à 125,4. Les prix plus faibles de l'essence, des vêtements pour femmes et pour hommes, du mazout et de l'hébergement pour voyageurs étaient les principaux facteurs ayant contribué à cette baisse. Les hausses des prix de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles, des légumes frais et du transport aérien ont toutefois exercé un effet modérateur sur la baisse.

Depuis juin 2004, les prix de l'essence ont diminué constamment sauf en octobre où une baisse a été enregistrée. De novembre à décembre 2004, les prix de l'essence ont reculé de 5,2 %. Des baisses de prix ont été enregistrées dans toutes les provinces.

Encore une fois en décembre, les consommateurs ont bénéficié de nombreuses ventes à rabais dans le secteur de l'habillement. En général, les prix des vêtements pour femmes ont chuté de 3,5 %, alors que ceux des vêtements pour hommes ont faibli de 2,4 %. L'indice des vêtements pour femmes était à son plus bas niveau depuis décembre 1990.

Indice des prix à la consommation



Les consommateurs ont bénéficié d'un léger répit en décembre, alors que les prix du mazout ont reculé de 3,5 % après des augmentations substantielles au cours des trois mois précédents. Les prix ont diminué dans toutes les provinces, sauf en Nouvelle-Écosse où ils sont demeurés stables.

Les prix de l'hébergement pour voyageurs ont chuté de 2,9 % en décembre. Les diminutions de prix sont habituelles pour le mois de décembre.

L'indice de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles a avancé de 0,9 % de novembre à décembre 2004. Cette hausse mensuelle a été causée par une réduction dans les incitations financières offertes par certains fabricants en décembre.

Les prix des légumes frais ont crû de 7,4 % de novembre à décembre 2004. Après une majoration particulièrement notable de 50,1 % en novembre 2004, les prix des tomates ont augmenté d'un 24,8 % supplémentaire en décembre. Les prix de la laitue (+18,8 %) et des pommes de terre (+4,1 %) ont également contribué à pousser cet indice à la hausse, alors que les prix plus faibles des «autres légumes frais» (-0,4 %) ont légèrement atténué ces majorations.

Les voyageurs canadiens ont fait face à des tarifs aériens plus élevés de 3,7 % en décembre 2004 puisque les tarifs de basse saison ont été remplacés par ceux de haute saison.

L'IPC désaisonnalisé est demeuré inchangé de novembre à décembre

Après ajustement pour tenir compte des variations saisonnières, l'IPC est demeuré inchangé de novembre à décembre 2004.

Une pression à la hausse est venue des indices du logement (+0,1 %), de la santé et des soins personnels (+0,4 %), des loisirs, de la formation et de la lecture (+0,2 %), ainsi que des dépenses et de l'équipement du ménage (+0,2 %).

L'indice des aliments, ainsi que celui des boissons alcoolisées et des produits du tabac sont demeurés stables en décembre.

L'indice des transports (-0,6 %) et celui de l'habillement et des chaussures (-0,4 %) ont contrebalancé la pression à la hausse sur l'indice d'ensemble.

Indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles

L'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 1,7 % entre décembre 2003 et décembre 2004. Les principaux facteurs ayant contribué à cette hausse sont le coût de remplacement par le propriétaire (+6,1 %), les prix des repas achetés au restaurant (+2,8 %), ainsi que les prix de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles (+1,8 %). Ces hausses ont été partiellement atténuées par une diminution des prix du matériel et des fournitures informatiques (-18,8 %) et des primes d'assurance de véhicules automobiles (-1,7 %).

De novembre à décembre 2004, l'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a diminué de 0,1 %, principalement sous l'influence de la chute des prix des vêtements pour femmes (-3,5 %) et pour hommes (-2,4 %) et des prix de l'hébergement pour voyageurs (-2,9 %). La majoration des prix de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles (+0,9 %) et, dans une moindre mesure, celle du coût de remplacement par le propriétaire (+0,5 %), et des prix des repas achetés au restaurant (+0,2 %) ont été les principaux facteurs à avoir exercé un effet modérateur sur cette baisse.

Énergie

L'indice de l'énergie a progressé de 8,1 % entre décembre 2003 et décembre 2004, à la suite principalement de la hausse des prix de l'essence (+12,1 %). La majoration des prix du mazout (+33,3 %)

et de l'électricité (+4,2 %), ainsi que des carburants, des pièces et des fournitures pour véhicules de loisirs (+8,6 %) a également contribué à la progression de l'indice. Ces hausses ont été légèrement atténuées par une diminution des prix du gaz naturel (-5,7 %).

Sur une base mensuelle, toutes les composantes de l'indice de l'énergie ont diminué, ayant poussé l'indice à la baisse de 2,9 %. Les prix de l'essence (-5,2 %) sont toutefois le facteur ayant le plus contribué à cette baisse, suivis par ceux du mazout (-3,5 %), de l'électricité (-0,2 %), du carburant, des pièces et des fournitures pour véhicules de loisirs (-2,5 %) et du gaz naturel (-0,4 %).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0001, 326-0002, 326-0009, 326-0012 et 326-0016 à 326-0018.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant en ligne la publication *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* (62-557-XIB, gratuite).

Paraît à 7 h dans notre site Web sous *Aujourd'hui dans Le Quotidien*, puis *Dernier communiqué de l'Indice des prix à la consommation*.

Le numéro de décembre 2004 de *L'indice des prix à la consommation*, vol. 83, nº 12 (62-001-XIB, 9 $ / 83 $; 62-001-XPB, 12 $ / 111 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

L'indice des prix à la consommation de janvier 2005 sera diffusé le 22 février.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (*infounit@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539.

□

Indice des prix à la consommation et composantes principales
(1992=100)

	Décembre 2004	Novembre 2004	Décembre 2003	Novembre à décembre 2004	Décembre 2003 à décembre 2004
	données non désaisonnalisées				
				var. en %	
Ensemble	**125,4**	**125,7**	**122,8**	**-0,2**	**2,1**
Aliments	127,2	126,6	123,4	0,5	3,1
Logement	122,3	122,2	118,8	0,1	2,9
Dépenses et équipement du ménage	115,3	115,1	114,9	0,2	0,3
Habillement et chaussures	100,8	103,2	102,5	-2,3	-1,7
Transports	145,8	146,7	140,8	-0,6	3,6
Santé et soins personnels	119,1	118,8	117,6	0,3	1,3
Loisirs, formation et lecture	126,9	127,4	126,5	-0,4	0,3
Boissons alcoolisées et produits du tabac	144,5	144,7	140,1	-0,1	3,1
Ensemble (1986=100)	160,6				
Pouvoir d'achat du dollar à la consommation, (en cents) par rapport à 1992	79,7	79,6	81,4		
Agrégats spéciaux					
Biens	120,1	120,7	117,6	-0,5	2,1
Services	131,4	131,2	128,6	0,2	2,2
Ensemble sans les aliments et l'énergie	122,9	122,9	121,2	0,0	1,4
Énergie	147,3	151,7	136,2	-2,9	8,1
Ensemble sans les huit composantes volatiles[1]	125,6	125,7	123,5	-0,1	1,7

1. *Les huit composantes volatiles, telles que définies par la Banque du Canada, qui sont exclues de l'IPC d'ensemble sont : les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. La Banque du Canada ajuste ensuite cette série pour obtenir son indice de référence qui exclut également l'effet des modifications des impôts indirects. Pour obtenir des données et des renseignements au sujet de l'inflation mesurée par l'indice de référence, consultez le site de la Banque du Canada (http://www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).*

Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit
(1992=100)

	Décembre 2004	Novembre 2004	Décembre 2003	Novembre à décembre 2004	Décembre 2003 à décembre 2004
	données non désaisonnalisées				
				var. en %	
Terre-Neuve et Labrador	124,1	124,5	120,3	-0,3	3,2
Île-du-Prince-Édouard	126,4	127,3	122,0	-0,7	3,6
Nouvelle-Écosse	127,5	127,8	123,5	-0,2	3,2
Nouveau-Brunswick	125,2	125,7	122,0	-0,4	2,6
Québec	121,5	121,8	118,6	-0,2	2,4
Ontario	126,5	126,6	124,2	-0,1	1,9
Manitoba	129,9	129,5	125,6	0,3	3,4
Saskatchewan	130,9	131,3	127,0	-0,3	3,1
Alberta	132,2	132,5	129,9	-0,2	1,8
Colombie-Britannique	123,5	123,7	120,9	-0,2	2,2
Whitehorse	122,3	123,1	118,9	-0,6	2,9
Yellowknife	122,2	120,0	118,2	1,8	3,4
Iqaluit (Déc. 2002=100)	102,2	101,8	100,5	0,4	1,7

1. *Voir les renseignements géographiques pour la ville de Whitehorse, la ville de Yellowknife et la ville d'Iqaluit.*

■

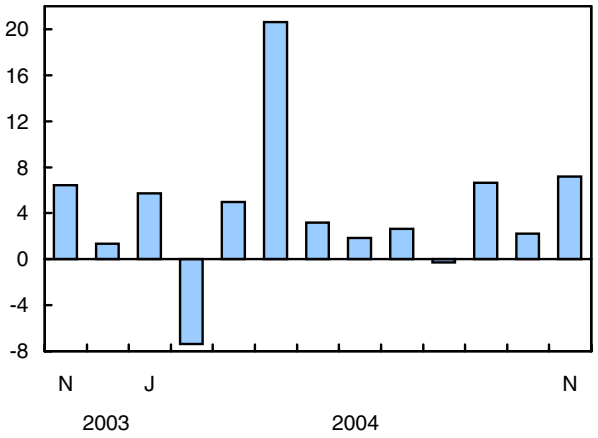
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Novembre 2004

Les achats de titres canadiens ont fortement augmenté en novembre. En effet, les investissements dans les obligations canadiennes ont atteint leur niveau le plus élevé depuis mars 2003.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes*

En milliards de dollars



* *Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.*

Au total, les investisseurs étrangers ont acheté des titres canadiens pour une valeur de 7,2 milliards de dollars, soit le deuxième montant en importance en 2004. Les obligations ont représenté 6,3 milliards de dollars et les achats d'actions se sont élevés à 1,2 milliard de dollars. Les investisseurs étrangers se sont départis d'instruments du marché monétaire pour une valeur de 304 millions de dollars.

Pour leur part, les investisseurs canadiens ont nettement augmenté leurs avoirs de titres étrangers en novembre. Ils en ont acquis pour 4,2 milliards de dollars, soit leur plus gros investissement en deux ans.

Flambée des investissements dans les obligations canadiennes

Les investissements étrangers dans les obligations canadiennes ont bondi, étant passés de 661 millions de dollars en octobre à 6,3 milliards de dollars en novembre. Les achats d'obligations de sociétés ont représenté près des deux tiers du total car il y a eu dans le secteur une flambée de nouvelles émissions pour un montant de 5,0 milliards de dollars, soit le montant le plus élevé de nouvelles émissions par des sociétés depuis juin 2003.

La plus grande partie des nouvelles émissions par des sociétés ont été offertes sur le marché américain, notamment le plus gros placement privé jamais fait par une entreprise canadienne sur le marché obligataire à rendement élevé aux États-Unis. Ces nouvelles émissions ont été en partie contrebalancées par des remboursements de 3,0 milliards de dollars d'obligations de l'administration publique fédérale, surtout libellées en dollars américains et en autres devises étrangères.

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

*En novembre, les **taux d'intérêt** à court terme aux États-Unis ont augmenté de 31 centièmes de point pour se situer à 2,07 %, tandis que les taux au Canada ont augmenté légèrement pour atteindre 2,63 %. L'écart entre les deux pays, qui favorise encore l'investissement au Canada, a été ramené à 0,56 %, soit le plus faible depuis mars 2002.*

Par ailleurs, l'écart des taux d'intérêt à long terme entre le Canada et les États-Unis s'est rétréci pour s'établir à 0,24 % étant donné que les taux au Canada ont diminué de 8 centièmes pour se situer à 4,44 % et que les taux aux États-Unis ont augmenté de 9 centièmes pour atteindre 4,20 %.

*Le **cours des actions** canadiennes a augmenté de 1,8 % en novembre et l'indice composé S&P/TSX a terminé le mois à 9 030,1. Le cours des actions américaines a aussi augmenté et l'indice composé Standard and Poor's a terminé à 1 173,8, soit une progression de 3,9 %.*

*Le **dollar** a augmenté de 2,22 centsUS à la fin de novembre et il a terminé le mois à 84,32 centsUS, soit son niveau le plus élevé depuis janvier 1992.*

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et en obligations (canadiennes et étrangères) et en instruments (ou effets) du marché monétaire canadien.

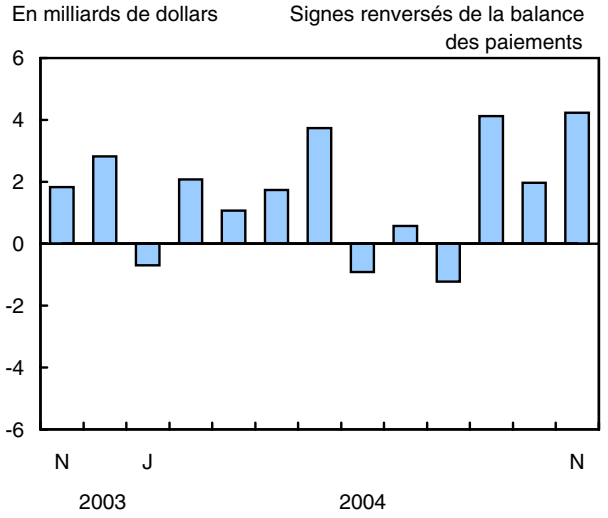
*Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.*

*Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.*

*Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.*

*Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les **effets du gouvernement du Canada** incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les **autres effets du marché monétaire** comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.*

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères*



* *Incluent les obligations et les actions.*

Dans l'ensemble, sur le plan des devises, la majorité des investissements étrangers ont été faits dans des obligations libellées en dollars canadiens (4,2 milliards de dollars) et des obligations en dollars américains (3,3 milliards de dollars), tandis que les avoirs d'obligations dans d'autres devises ont régressé de 1,2 milliard de dollars.

Après deux mois d'investissement dans les instruments du marché monétaire canadien, les investisseurs étrangers s'en sont départis en novembre pour une valeur de 304 millions de dollars. Tout le désinvestissement s'est produit dans les effets de commerce (596 millions de dollars), mais les investisseurs étrangers ont continué d'acheter des instruments émis par les entreprises fédérales. Ce sont les investisseurs européens qui ont liquidé le plus gros montant.

Les investisseurs étrangers augmentent leurs avoirs d'actions canadiennes

Après avoir acheté pour 589 millions de dollars d'actions canadiennes en octobre, les investisseurs non-résidents en ont acquis encore pour 1,2 milliard de dollars en novembre. La plus grande partie de l'activité s'est produite sur le marché secondaire où les investisseurs étrangers ont fait des acquisitions pour 965 millions de dollars. Le cours des actions canadiennes (indice composé S&P/TSX) a augmenté pour le troisième mois consécutif en novembre et a terminé le mois au-dessus de la barre de 9 000 pour la première fois depuis janvier 2001.

Les avoirs de titres étrangers augmentent

La demande canadienne de titres étrangers s'est raffermie en novembre. Les investissements de 4,2 milliards de dollars ont été les plus élevés pour l'année à ce jour. La plus grande partie des investissements se sont faits dans les obligations étrangères, que les investisseurs canadiens ont acquis à hauteur de 3,8 milliards de dollars, soit leur plus gros investissement dans les obligations étrangères en près de trois ans. Les achats ont été répartis également entre les bons du Trésor américains et les obligations de sociétés, tandis que les investissements dans les obligations d'autres pays que les États-Unis ont encore une fois été inférieurs.

Par ailleurs, les investisseurs canadiens ont acheté des actions étrangères pour une valeur de 393 millions de dollars en novembre, soit moins que le montant de 1,3 milliard de dollars du mois précédent. Un bon deux tiers du total était composé d'actions d'autres pays que les États-Unis.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0058.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Le numéro de novembre 2004 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, 15 $ / 142 $) paraîtra sous peu.

Les données de décembre 2004 sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 17 février.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1855 (*infobalance@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements.

□

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Août 2004	Septembre 2004	Octobre 2004	Novembre 2004	Janvier à novembre 2003	Janvier à novembre 2004
	en millions de dollars					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	**-296**	**6 638**	**2 220**	**7 203**	**17 133**	**47 409**
Obligations (nettes)	1 017	2 035	661	6 298	8 411	19 335
Émissions en circulation	-678	532	-1 452	3 629	804	6 845
Nouvelles émissions	2 542	4 630	3 680	6 385	49 557	42 839
Remboursements	-1 454	-3 071	-2 198	-3 941	-43 762	-32 382
Changement aux intérêts à payer[1]	607	-55	632	225	1 812	2 032
Instruments du marché monétaire (nets)	-1 879	375	970	-304	-2 021	-2 401
Gouvernement du Canada	-583	-269	147	-242	491	-3 519
Autres	-1 295	644	823	-62	-2 512	1 118
Actions (nettes)	565	4 228	589	1 208	10 743	30 475
Émissions en circulation	-95	2 615	289	965	7 154	10 259
Autres transactions	660	1 613	300	244	3 589	20 217
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	**1 222**	**-4 120**	**-1 966**	**-4 233**	**-9 703**	**-16 676**
Obligations (nettes)	630	-3 199	-635	-3 839	-5 785	-13 174
Actions (nettes)	592	-921	-1 331	-393	-3 918	-3 503

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: *Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.*

■

Autres communiqués

Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires : pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint

2003-2004

Le rapport *Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2003-2004* renferme des données sur la collecte et l'exécution des paiements de pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint pour les cas inscrits auprès des programmes d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA). Ces programmes ont été créés dans chaque province et territoire pendant les années 1980 et 1990 pour aider les bénéficiaires à recevoir leurs paiements de soutien sans qu'il leur soit nécessaire d'avoir recours à la procédure judiciaire. On estime que ces programmes traitent de 40 % à 50 % de toutes les ordonnances et ententes alimentaires au Canada.

Ces programmes varient selon plusieurs aspects importants, dont le profil du client, les pouvoirs et les pratiques d'exécution, le processus d'inscription, la façon de traiter et d'enregistrer les paiements et les responsabilités des clients. Dans certaines provinces, toutes les ordonnances et les ententes sont inscrites auprès du PEOA, alors que dans d'autres, l'inscription est volontaire. Dans ce dernier cas, ce sont les cas les plus problématiques, soit ceux comportant des arriérés ou dont le compte est en souffrance, qui ont tendance à être inscrits. Ces différences ont des répercussions importantes sur l'interprétation des données de l'enquête.

Le rapport renferme les données pour l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick, où l'inscription est obligatoire, et la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et l'Île-du-Prince-Édouard, où l'inscription est volontaire. Ensemble, ces sept provinces représentent environ 90 % de la population canadienne.

En date du 31 mars 2004, il y avait près de 390 000 cas inscrits auprès d'un PEOA dans les sept provinces déclarantes, soit 2 500 cas à l'Île-du-Prince-Édouard, 13 500 au Nouveau-Brunswick, 102 300 au Québec, 176 700 en Ontario, 7 800 en Saskatchewan, 47 000 en Alberta et 39 800 en Colombie-Britannique.

Le nombre de cas pris en charge par un programme varie d'un mois à l'autre, mais semble s'accroître dans la plupart des secteurs de compétence. Comparativement à mars 2003, le nombre de cas en mars 2004 avait augmenté de 7 % à l'Île-du-Prince-Édouard, de 4 % au Québec, et de 2 % en Ontario et en Saskatchewan. On a également noté une hausse de 3 % au Nouveau-Brunswick par rapport à avril 2003, le premier mois pour lequel il existe des données. En Colombie-Britannique, le nombre de cas est demeuré assez stable, tandis qu'en Alberta le nombre d'inscriptions a fléchi (-3 %).

La grande majorité des cas comportent un montant pour le soutien des enfants. Au 31 mars 2004, 97 % des cas inscrits auprès d'un PEOA en Colombie-Britannique prévoyaient un montant pour le soutien des enfants, tout comme 96 % des cas au Nouveau-Brunswick, 91 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 90 % en Saskatchewan, 79 % en Alberta et 73 % en Ontario. Ces données n'étaient pas disponibles pour le Québec.

Dans les sept provinces déclarantes, une forte proportion des cas inscrits comportaient un paiement mensuel régulier de 400 $ ou moins. Il s'agissait de 46 % des cas en Alberta, de 50 % en Ontario, de 58 % au Québec, de 64 % en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, et de 68 % à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

La conformité avec les ordonnances alimentaires peut être examinée sous plusieurs angles. Une mesure consiste à calculer le montant versé en proportion du montant régulièrement dû. En 2003-2004, l'Île-du-Prince-Édouard a recueilli 66 % des sommes dues sous forme de paiements mensuels réguliers, tandis que la Colombie-Britannique en a recueilli 71 %, la Saskatchewan, 78 % et le Québec, 92 %.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3324.

Le rapport *Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2003-2004* (85-228-XIF, 29 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Décembre 2004

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada est demeuré inchangé en décembre par rapport à son niveau de 129,9 atteint en novembre (1992=100). L'indice a augmenté de 1,2 % par rapport à l'indice de décembre 2003.

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité de métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du quatrième trimestre de 2004 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 26 $ / 85 $) paraîtra en mars.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (*infounit@statcan.ca*) ou avec Louise Chaîné au (613) 951-3393, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Compte de la valeur ajoutée agricole

2001, 2002 et 2003 (données révisées)

Les ventes de produits agricoles ont baissé pour la première fois depuis le début du nouveau millénaire pour se fixer à 35,9 milliards de dollars, soit une diminution de 11,6 % en 2003 principalement attribuable à une forte chute des recettes du bétail. Les ventes de produits agricoles ont diminué de 21,1 % dans les provinces des Prairies puisque ces provinces ont été les plus touchées par la crise de l'ESB et des sécheresses consécutives en 2001 et en 2002.

Malgré une baisse abrupte des ventes de produits agricoles, la valeur totale de la production agricole a connu une légère hausse pour atteindre 45,7 milliards de dollars grâce à des paiements de programme records et à une augmentation de 4,2 milliards de dollars de la valeur de la variation des stocks. La plupart des provinces ont enregistré des hausses de la valeur totale de la production agricole, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba.

Il est maintenant possible d'obtenir les séries de données du compte de la valeur ajoutée agricole.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5030.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (*marco.morin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Bilan du secteur agricole au 31 décembre

2001, 2002 et 2003 (données révisées)

La valeur des capitaux propres du secteur agricole a été légèrement en baisse en 2003, s'étant établie à 182,4 milliards de dollars, alors que la valeur du passif a augmenté et que l'actif est demeuré presque inchangé. La valeur du bétail a baissé, mais les conséquences n'ont pas été trop dramatiques sur l'actif puisque la valeur des immobilisations agricoles était en hausse. Après avoir affiché une croissance constante depuis 1987, les capitaux propres agricoles ont enregistré une légère baisse en 2003.

Le passif agricole à la fin de 2003 était en hausse de 7,2 % par rapport à l'année précédente. Le passif à court terme a crû de 8,0 % tandis que le passif à long terme n'était pas loin derrière avec une hausse annuelle de 7,0 %.

Il est maintenant possible d'obtenir les séries de données du bilan du secteur agricole au 31 décembre.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0020.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5029.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (*marco.morin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles

2001, 2002 et 2003 (données révisées)

De 2002 à 2003, le secteur agricole canadien a connu une chute de 31,2 % des revenus en espèces résultant d'une baisse de 10,6 % des ventes de la production agricole primaire. Les revenus en espèces se sont établis à 6,2 milliards de dollars en 2003, soit 24,0 % en deçà de la moyenne quinquennale précédente (1998 à 2002). Les principales diminutions des revenus en espèces ont été enregistrées dans les provinces des Prairies où des sécheresses consécutives au cours des deux années précédentes et le diagnostic de l'ESB chez une vache étaient parmi les principaux facteurs qui ont causé ces chutes.

Après trois hausses annuelles consécutives, le montant de liquidités disponibles pour les placements et les retraits a diminué de 25,0 % en 2003 par rapport à 2002. Après avoir atteint un sommet de 11,9 milliards de dollars en 2002, les liquidités ont glissé pour atteindre 8,9 milliards de dollars en 2003.

Il est maintenant possible d'obtenir les séries de données des mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0023.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5031.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (*marco.morin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

L'indice des prix à la consommation, décembre 2004, vol. 83, nº 12
Numéro au catalogue : 62-001-XIB (9 $/83 $).

L'indice des prix à la consommation, décembre 2004, vol. 83, nº 12
Numéro au catalogue : 62-001-XPB (12 $/111 $).

Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2003-2004
Numéro au catalogue : 85-228-XIF (29 $).

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, documents de travail : Dépenses et personnel de l'administration fédérale en sciences naturelles et sociales, 1995-1996 à 2004-2005, nº 1
Numéro au catalogue : 88F0006XIF2005001 (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

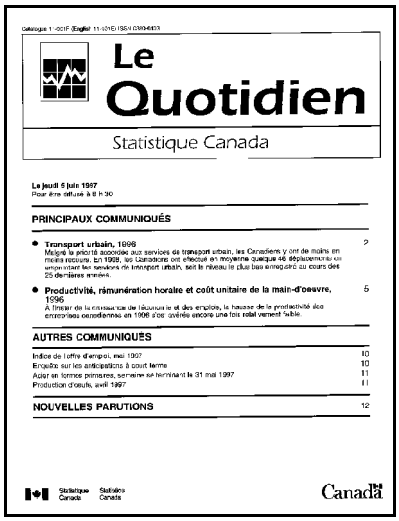
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.